

János Besenyő PhD, Colonel, Armée Hongroise, Budapest
Erik Molnár MBA, Représentation Diplomatique de la République de Namibie,
Responsable chargé des affaires opératives du Bureau Consulaire

RÉSUMÉ

Au cours des dernières années les spécialistes du maintien de la paix et des gens qui ne sont pas du métier peuvent obtenir des informations sur les opérations policières et militaires de maintien de paix de la République de Hongrie en Afrique. Pourtant, il y a quand même des événements dont on ne s'occupe pratiquement pas ou peu. Dans l'article suivant nous traiterons la Namibie, du rôle des opérations policières hongroises dans ce pays.

Histoire et politique de la Namibie

Le pays est situé sur la côte sud-ouest du continent africain. Dans les nouvelles on en parle rarement, car la Namibie représente une démocratie stable et solide sur le continent africain, où il n'y a pas de combats armés et de persécutions politiques. C'est un pays paisible et en voie de développement.

Les portugais étaient les premiers voyageurs européens qui ont exploré le pays à la fin du XV^e siècle. Cependant puisqu'un désert interminable s'étalait du littoral vers l'intérieur de la terre ferme, ils ont cru que cette région n'a aucune valeur. Ainsi, ils ne s'y sont pas installés et ils sont repartis en bateau.¹ L'Allemagne conquiert tardivement la Namibie à la fin du XIX^e siècle. À la conférence du Congo à Berlin en 1884-85,² ils ont confisqué le territoire rebaptisé Deutsch-Südwestafrika (Sud-Ouest africain allemand). La Grande-Bretagne se félicitait encore du voisinage avec les allemands³. Mais, pendant la première guerre mondiale l'Union Sud-Africaine avait occupé le territoire. Puis, à partir de la fondation de la République de l'Afrique du Sud en 1961, la Namibie faisait partie de l'Afrique du Sud jusqu'à la reconnaissance de son autonomie. Elle a connu l'asservissement terrible du système d'Apartheid, et le chemin a été long et pénible jusqu'à la liberté.

La SWAPO⁴, un mouvement de libération, remporte la victoire aux premières élections libres. Elle dirige le pays jusqu'à présent.⁵ Depuis 1994, il y a 72 députés au Parlement. Depuis cette époque on organise des élections parlementaires tous les 5 ans, qui selon les observateurs internationaux sont parfaitement démocratiques et conformes aux normes internationales et de l'ONU. Aux dernières élections présidentielles et législatives de novembre 2009, 12 parties y ont présenté chacun un candidat officiellement. Des politiciens de leurs choix ont participé à la compétition électorale.

La République de la Namibie est un Etat relativement nouveau dans l'immense mer des pays. La coopération étroite avec l'Organisation mondiale détermine le sort du pays par la suite. Parmi les pays africains, elle est incroyablement active dans la vie de la communauté internationale, et membre permanent de plusieurs organisations. Elle sert d'exemple à beaucoup de pays africains, de modèle de transition paisible et de développement durable. Sa composition ethnique est très diverse. Depuis les temps les plus reculés vivent dans ce pays les Bochimans, les Namas, les Damaras, puis il y a environ 600 ans, les Ovambos, les Hereros et encore une douzaine d'autres ethnies sont apparues, et en dernier les européens. La configuration ethnique est la suivante: africains 87.5%, blancs 6% et autres 6.5%.⁶ Cela fait plus de vingt ans que ce pays est désormais stable sur le plan politique et économique. Il se développe en permanence. Il est devenu l'un des pays modèles de l'Afrique, et il sert d'exemple grâce à son développement, à son unité et à sa tolérance.

Géographie et climat

La République de Namibie est située dans la partie sud-ouest de l'Afrique. Ses frontières sont bordées au Nord par l'Angola, au Nord-est par la Zambie, à l'Est par le Botswana, au Sud par l'Afrique du Sud et à l'Ouest par l'Océan Atlantique sur près de 1400 kilomètres de long. La Namibie couvre près de 830 000 km². Sa capitale, Windhoek se trouve presque au centre du pays. Sa population est de 2,15 millions d'habitants,⁷ la densité est seulement 2 personnes/km². Sur son vaste territoire et relief varié plusieurs zones climatiques cohabitent. On y trouve le désert du Namib, le parc national d'Etosha et ce n'est qu'un avant-goût des merveilles du pays.⁸

Langues parlées et enseignées

Les différentes ethnies parlent des langues différentes, non homogènes en Namibie. Sur le chemin vers l'indépendance, le choix de la langue officielle convenable nécessitait une longue réflexion et ce choix consistait une décision politique importante. Au cours des siècles écoulés, outre les langues des peuples autochtones, trois langues européennes ont fait leur apparition dans ce pays de l'Afrique du Sud-ouest. L'apparition des langues européennes se divise en deux étapes. La première est l'allemande apparue pendant la colonisation allemande à la fin du 19e siècle. Elle s'est répandue avec les colons Allemands et est devenue langue officielle de la colonie allemande. Dans la deuxième étape, on peut mentionner deux langues européennes qui se sont infiltrées à partir de la région sud-africaine en Namibie. L'une était l'afrikaans, d'origine hollandaise, répandue par les colonisateurs boers sur le territoire namibien à partir du 17e jusqu'au début du 20e siècle. Les boers, d'origine hollandaise, bien qu'ils soient eux-mêmes des colonisateurs, ont vécu des moments difficiles avec l'arrivée des anglais. Les épurations ou nettoyages ethniques et les premiers camps de concentration ont vu le jour et la colonisation britannique anglaise est apparue.

Après l'indépendance en 1990, l'anglais devient la langue officielle bien qu'à cette époque 95% de la population ne la parlait pas. Elle avait beaucoup plus une valeur politique.⁹ Les trois langues des colonisateurs n'étaient pas meilleures l'une par rapport à l'autre. Néanmoins, puisque la liberté de la Namibie résultait du concours efficace de l'ONU alors que la Charte de l'ONU proclamait l'anglais comme sa langue officielle, à cause de l'importance considérable de cette dernière dans la vie économique internationale. Le refus de l'allemand et de l'afrikaans ont déterminé la politique et les faits historiques, car la majorité de la population utilise quotidiennement l'afrikaans dans la communication. Mais cette langue était pratiquement négligeable sur le plan international, tandis que l'allemand n'était répandu que parmi les blancs. Donc, la langue officielle est l'anglais, utilisée jusqu'à présent par relativement peu de gens, mais ce nombre augmente progressivement avec l'augmentation des générations plus jeunes. Parmi les langues non-officielles, on a: l'afrikaans, l'allemand, l'oshivambo, l'herero et le nama (différentes langues ethniques) qui sont les plus répandues.¹⁰ Dans le pays, il y a 1600 écoles dans lesquelles, 19 000 professeurs et 4000 autres employés assurent l'enseignement de 550 000 jeunes. Quoique le gouvernement tente d'intégrer tout le monde dans l'enseignement, l'ensemble des tribus nomades, c'est-à-dire, tribus san et himbas n'en profitent pas toujours.¹¹

Economie de la Namibie

Pendant des décennies, la Namibie était placée sous le protectorat de l'Afrique du Sud. Cette situation a des effets fondamentaux jusqu'à présent sur l'économie du pays. En dehors de l'importation, une partie majeure du capital et des ressources humaines aussi proviennent de l'Afrique du Sud. Les aptitudes défavorables de la Namibie au point de vue agricole sont compensées par les stocks de minéraux riches et différenciés. L'industrie minière et les branches de transformation ne représentent que 8% du PNB et 50% des produits d'exportation. L'extraction de l'uranium est particulièrement rentable et la Namibie figure parmi les cinq premiers pays du monde. La Namibie est célèbre grâce à son extraction de diamant, de sa pêche et de sa production de guano sur la côte. La richesse en minéraux du pays est incroyable et ce dernier fait partie des leaders dans le domaine de l'extraction de l'uranium, du wolfram, du cadmium, du cuivre. Certes, le pays est riche en trésors naturels, cependant son industrie de transformation est sous-développée.¹² Ainsi, avec l'épuisement des ressources énergétiques non renouvelables le pays pourrait perdre tôt ou tard une grande partie de sa source de recettes. Pour un avenir sûr, il va falloir trouver une voie alternative, grâce à l'établissement de la société du savoir. Malgré les possibilités des autres pays de la région, près de la moitié de la population vit de l'agriculture. Donc, le développement général des secteurs secondaire et tertiaire se fait donc encore attendre. Le fait que dans quelques régions désertiques de la campagne les systèmes de distribution les plus élémentaires n'ont pas été établis, cela génère de graves problèmes. La répartition régionale de revenu du pays est absolument déséquilibrée.¹³ Les usagers de la privatisation de l'industrie minière et de la transformation restent avant tout les investisseurs du voisin du Sud.¹⁴

Antécédents

En Europe, la Première Guerre mondiale battait son plein. Le 16 août 1915, l'Afrique du Sud-ouest a été déjà entièrement envahie par les troupes de l'Afrique du Sud. En effet, le Cap se trouvant déjà sous la gouvernance britannique avait fondé en 1910 l'Union Sud-africaine avec la formation du Dominion britannique au Transvaal à Oranje et au Natal. Les soldats allemands et une partie de la population germanophone ont été transportés dans des camps de concentration. Ainsi, l'Afrique du Sud-ouest Allemande n'était plus colonie allemande *de facto*. Les sud-africains ont soumis le territoire au commandement militaire jusqu'en 1918 et lorsque le système de protectorat a été adopté le 30 janvier 1919, les puissances victorieuses ont étendu leur pouvoir sur le territoire le 28 juin 1919. L'Allemagne de Weimar s'est désistée de tous ses droits relatifs à ses anciennes colonies, en vertu du Traité de Paix de Versailles, en faveur des puissances de l'Entente. En même temps l'Afrique du Sud a obtenu un droit de contrôle sur l'Afrique du Sud-ouest qui est devenu territoire placé sous la protection de la Société des Nations. Ainsi, l'Afrique du Sud-ouest Allemande a cessé d'exister *de jure* aussi.¹⁵ Wilson, président des Etats Unis, avait déjà relaté dans sa déclaration que le contrôle du territoire placé sous la protection ne devrait pas être constant, mais à long terme ce contrôle devrait permettre aux habitants d'un tel territoire d'obtenir l'autonomie.¹⁶

A partir de 1926, l'Union Sud-africaine est membre du Commonwealth, qui jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale avait essayé d'entreprendre toutes les démarches juridiques possibles afin d'annexer officiellement aussi l'Afrique du Sud-ouest.¹⁷ Le 24 octobre 1945, l'ONU a été créée comme successeur de la Société des Nations, puis le 17 janvier 1946. Bevin, chef de la délégation britannique de l'ONU, avait déclaré que la Grande-Bretagne accepte la mise sous tutelle de l'ONU de tous ses territoires passés sous protectorat. En revanche, le 7 mai 1946, l'Afrique du Sud avait déposé une demande pour que l'on puisse intégrer le territoire occupé dans son territoire. Le 14 décembre 1946, l'Assemblée de l'ONU, principalement avec la proposition de Maharaj Singh avait rejeté la demande. Les juristes internationaux jugeant cette décision exemplaire, ont conclu que par cette décision de l'ONU, successeur légitime de la société des nations, peut désormais agir au regard des territoires placés sous protectorat.¹⁸ Cependant au début de l'année 1947, l'Afrique du Sud informe l'ONU qu'elle va considérer l'Afrique du Sud-ouest toujours comme territoire placé sous protectorat et non pas comme territoire tutélaire.¹⁹ Le 11 juillet 1950, selon l'avis du conseiller du Tribunal International, l'Afrique du Sud n'était pas appelée à conclure l'accord de tutelle avec l'Organisation Mondiale. Alors, l'Assemblée Générale de l'ONU avait établi un comité *ad hoc* par la Résolution N°449/A, pour que l'Afrique du Sud-ouest puisse être mise sous tutelle par l'ONU.²⁰ En 1951, le comité a fait plusieurs rencontres avec l'Afrique du Sud-ouest afin de régler le statut du territoire. L'Afrique du Sud a rejeté la tentative de l'ONU. Pour elle, l'Organisation Mondiale n'est pas compétente dans cette affaire. Pour cette raison, elle souhaitait négocier plutôt avec les Etats Unis, la Grande-Bretagne et la France. En 1951, l'ONU avait invité les dirigeants namibiens afin qu'ils

puissent représenter leur pays devant l'Assemblée Générale de l'ONU. Mais, les autorités sud-africaines ont refusé de délivrer des passeports aux politiciens namibiens. Ainsi, dans l'affaire namibienne les personnes concernées ne pouvaient toujours pas faire entendre leur voix.

En 1953, l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé de réviser le mandat de l'Afrique du Sud-ouest (Namibie), sans l'assistance de l'Afrique du Sud, mais cela n'a donné aucun résultat concret.²¹ En 1956, le Tribunal International s'occupait encore de l'affaire de l'Afrique du Sud-ouest, en qualité de conseiller. Dans son avis pris à cette époque, il figurait que l'ONU a le droit de prendre position concernant l'affaire de l'Afrique du Sud-ouest, d'attribuer la parole à ceux qui déposent une pétition.²² Cela avait donné un nouvel élan à la situation politique dans le pays et aux dirigeants noirs.

Créée le 19 avril 1960, la SWAPO (South West Africa People's Organization), l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain était le premier groupe politique de résistance des partis d'indépendance qui n'était pas construit sous le principe du groupe ethnique.²³ Sam Nujoma a été élu président de la SWAPO (les autres membres: Mburumba Kerina, Andimba Toivo Ya Toivo, Jacob Kuhangua, Solomon Mifima, Paul Helmuth, Andreas Shipanga, Erasmus Erastus Mbumba, Emil Appolus, Maxton Joseph Mutongulume et Carlos Hamatui). A partir de ce moment, la communauté internationale avait considéré la SWAPO comme représentante légale de l'opposition namibienne, quoique la gouvernance sud-africaine ait toujours traité l'organisation de mouvement communiste.²⁴

Politique d'apartheid

Le mouvement d'indépendance namibien avait pour objet non seulement de libérer le pays, mais aussi d'établir l'égalité et l'intégration raciales. De ce point de vue, le chemin menant vers l'indépendance namibienne est tout à fait différent des autres mouvements d'indépendances africaines. Le point de départ du système d'apartheid pouvait être en conséquence des changements démographiques, l'augmentation permanente de la population noire mettant en danger l'autocratie politique et économique des blancs. Avec l'évolution de l'industrialisation remplaçant l'importation entre les deux guerres mondiales, la migration de la population africaine dans les villes avait commencé et la notion du "désastre noir" fort répandue précédemment, s'est extrêmement renforcée parmi la population blanche. La raison particulière de cette crainte a fait naître l'idéologie et la politique de l'apartheid. Le seul but de la mise en place de l'apartheid consiste à maintenir des inégalités entre les habitants blancs et noirs du pays. Ce qui concerne la mise en oeuvre de la politique de ségrégation raciale, c'est principalement la victoire électorale de 1948 du parti représentant les intérêts de la population d'origine hollandaise, ayant une proportion de près de deux tiers dans la population blanche. Avec la victoire en 1948, des changements fondamentaux ont débuté dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Dans le nouveau gouvernement sud-africain, il n'y avait pratiquement que des ministres qui se sont opposés à l'époque à l'entrée en guerre de l'Union de l'Afrique du Sud aux côtés de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne hitlérienne. Outre les anglais et les juifs

ceux-ci sont les blancs qui ont servi de cible en premier lieu. Non seulement ils ont clamé l'inégalité entre les races, l'infériorité des teints plus foncés, mais ils ont élaboré une législation qui soutiendra cette situation. En 1950, une loi a rendu obligatoire l'enregistrement de l'appartenance raciale.²⁵ La loi de 1953 exigeait que dans les moyens de transport en commun les noirs et les blancs voyageaient dans des compartiments séparés. A partir de 1957, ils étaient séparés dans tous les lieux publics. De plus, à partir de 1960, ils devaient utiliser une autre porte que celle des autres pour entrer dans leurs lieux de travail.

Après le rejet de la politique de compromis adoptée en 1948, l'insurrection de la majorité opprimée de la société n'était qu'une question de temps.²⁶

Début de la résistance

En 1961, après la secession de l'Union de l'Afrique du Sud, la République de l'Afrique du Sud est née. L'indépendance du pays a été proclamée et a quittée la communauté britannique / British Commonwealth of Nations. L'Afrique du Sud devait désormais affronter seul le monde. Toutefois la victoire de l'indépendance namibienne a demandé beaucoup de temps. Bien que l'Assemblée Générale de l'ONU ait supprimé le mandat sud-africain par son décret N° 2145 en 1966, il ne pouvait pas obtenir à ce que Pretoria applique le contenu de ce décret. Alors l'Assemblée était contrainte d'avoir recours au Conseil de Sécurité.²⁷ La SWAPO avait alors lancé la lutte armée pour la libération de l'Afrique de Sud-ouest.²⁸ Entre temps, le 12 juin 1968, l'ONU avait reconnu le territoire sous le nom de Namibie. La lutte contre l'occupation illégale est qualifiée désormais "de facto" de guerre d'indépendance. L'Assemblée de l'ONU a déploré le fait que l'Afrique du Sud n'avait pas laissé entrer sur le territoire les observateurs de l'ONU.²⁹ Le Conseil de Sécurité avait traité l'affaire namibienne dans plusieurs résolutions, puis en 1970, dans sa résolution N° 276, elle déclare de façon univoque que la présence de l'Afrique du Sud sur le territoire est illégitime et les Etats ont été sommés d'agir en conséquence. Cette résolution restait également sans effet. C'est pour cette raison que dans sa résolution N° 284 en date du 29 juillet 1970, le Conseil de Sécurité avait demandé le conseil d'expert du Tribunal International quelles seront les conséquences juridiques pour les Etats de la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie, contrairement à la résolution N° 276 du Conseil de Sécurité.³⁰

Dans son avis, le Tribunal avait souligné que si l'un des organes compétents de l'ONU constate la nature attentatoire au droit d'une situation, cette constatation ne peut pas rester sans sanction et les Etats membres de l'ONU sont tenus de tout faire pour arrêter la situation attentatoire. L'Afrique du Sud qui est responsable de la situation qualifiée par le Tribunal attentatoire au droit est tenue de mettre fin à cette situation et à retirer sa propre administration du territoire de la Namibie. Le fait que l'Afrique du Sud n'a plus de titre pour administrer le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest, cela n'exonère pas le gouvernement sud-africain de ces obligations et de sa responsabilité relatifs au territoire namibien. Dans sa décision, le Tribunal a unanimement affirmé que vu les motifs susrelatés, les Etats membres de l'ONU sont appelés à considérer illégitime et nulle la présence de

l'Afrique du Sud en Namibie. Ils sont tenus en outre de s'abstenir d'aider l'Afrique du Sud dans l'envahissement de la Namibie sous quel que forme que ce soit.³¹ Dans l'avis consultatif de 1971 qui était déjà la cinquième décision du Tribunal International relative à l'Afrique du Sud-ouest, le Tribunal avait rompu avec les principes formulés dans sa résolution de 1966 et dans son avis, il a confirmé les positions prises par l'ONU concernant la Namibie. En outre, il a condamné la République de l'Afrique du Sud. Le Tribunal a déclaré que la présence ultérieure de l'Afrique du Sud en Namibie est illégitime. Le gouvernement sud-africain est appelé à mettre fin à l'administration de la Namibie et à l'occupation du territoire. L'avis consultatif avait fixé de manière unanime et claire pour les Etats membres et pour les Etats non membres de l'ONU quelles sont les catégories de relation à s'abstenir avec la République de l'Afrique du Sud. La situation namibienne ne s'est pas réglée après cette résolution du Tribunal International non plus. Certes, de nombreuses résolutions ultérieures de l'ONU s'occupaient du territoire et plusieurs projets de régularisation consécutifs ont été élaborés.³²

En même temps, l'Angola avoisinant s'est complètement déstabilisé. En 1973, cinquante mille soldats portugais étaient en guerre avec les combattants de trois organisations de libération : MPLA, FNLA et UNITA. Ainsi, les forces de défense sud-africaines (SADF) étaient également en état de demi-alerte. La même année, l'Assemblée de l'ONU avait établi le poste du commissaire namibien de l'ONU (United Nations Commissioner for Namibia). A partir de cette année, c'est la République Fédérale Allemande qui avait changé la politique de la Namibie et désormais selon son avis officiel, l'Afrique du Sud occupe illégalement la Namibie.³³ L'Angola obtient son indépendance le 11 novembre 1975. Cependant immédiatement après, une guerre civile éclate entre le MPLA, l'UNITA et le FNLA. Celle-ci était aggravée par l'intervention de plusieurs Etats étrangers. Le gouvernement angolais de nature socialiste a été aidé par l'Union Soviétique et l'organisation de l'UNITA, par l'Afrique du Sud et la Zambie.³⁴ L'Union Soviétique qui avait soutenu les mouvements de libération en raison de ses propres intérêts de grande puissance et sur le plan idéologique elle se sentait proche du MPLA et de SWAPO. Aussi, elle avait donné des aides militaires de plus en plus considérables au MPLA, il s'agit des véhicules blindés, des avions et des conseillers spécialisés. Puis des avions russes qui ont assuré le transport des troupes cubaines de grand effectif en Angola. Ainsi, les lignes de force se sont décentrées au profit du MPLA. Jusqu'en 1976, le MPLA et les forces cubaines ont le contrôle entier de Luanda, la majorité de l'infrastructure du pays. Ils ont refoulé les forces de l'UNITA en mouvement de guérilla. En 1976, les troupes cubaines ont battu le FNLA aidé les Etats Unis et l'Afrique du Sud. Le MPLA et l'UNITA ont continué le combat. De cette façon la SWAPO a été prise entre deux feux, car elle était obligée de lutter contre les unités des Forces de défense sud-africaines et contre les combattants de l'UNITA.³⁵

Le 30 janvier 1976, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait adopté la résolution N° 385, selon laquelle il faut organiser des élections libres avec la supervision et le contrôle de l'ONU en Namibie. Cependant, l'Afrique du Sud n'a pas pris acte de cette résolution.³⁶ Le 29 septembre 1978, après une longue négociation de préparation et une médiation étendue, le Conseil de Sécurité avait pris sa

résolution N° 435, dans laquelle il a indiqué le mode de règlement de la question namibienne. En effet, les négociations entre les Etats concernés ont eu lieu sur la base de cette résolution avec la contribution des Etats Unis. Les organismes internationaux ont fixé la date du 31 décembre 1978, comme ultimatum pour déclarer l'indépendance de la Namibie. Par rapport à cette situation au début de mars 1979, les forces sud-africaines ont attaqué par voies terrestre et aérienne les positions sud-angolaises de la SWAPO. Puis en avril, près de quarante dirigeants de la SWAPO ont été arrêtés. D'autre part, l'ONU a invité les Etats membres de soutenir la SWAPO.³⁷ Avec l'entrée sur scène de Reagan comme médiateur en 1981, les Etats Unis remplira un nouveau rôle dans le règlement du conflit. Les américains ont permis aux sud-africains de définir eux-même le prix auquel ils acceptent la résolution N° 435 et que les élections libres surveillées par l'ONU puissent être tenues en Namibie.³⁸ Les sud-africains ont exigé le retrait des troupes cubaines de l'Angola, car le conflit militaire se transforma sur le territoire sud-angolais d'une guerre de guérilla en une guerre traditionnelle entre 1985 et 1988. Les parties belligérantes ont déjà déployé un arsenal de guerre important l'une contre l'autre. Il s'est avéré que ces luttes n'ont plus rien à voir avec l'avenir de la Namibie. Mais, il s'agissait d'un conflit militaire étendu entre deux pouvoirs régionaux : l'Angola et l'Afrique du Sud qu'il fallait résoudre le plus rapidement possible. En effet, les combats ont sérieusement affaibli la République de l'Afrique du Sud jusqu'à la fin des années 80 et cela a fortement contribué à l'obtention de la coopération sud-africaine, selon les experts.³⁹

Le processus de paix et l'action de maintien de la paix

En 1988, la conclusion d'un accord de paix a été largement soutenue, entre autres par les Etats Unis, l'Union Soviétique et Cuba. Les combats se sont apaisés jusqu'en 1988 et les négociations ont commencé en juin de cette même année. Le cessez-le-feu entra en vigueur le 10 août 1988. En décembre de cette même année l'accord de paix tripartite entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud a été signé à New York.⁴⁰ Le traité avait un supplément qui a assuré l'entrée en vigueur de la résolution N° 435 et le retrait des troupes sud-africaines du territoire de la Namibie. Bien que ce supplément ait été accepté par les sud-africains, ils ont refusé de conclure un cessez-le-feu avec la SWAPO. Ensuite le Secrétaire Général de l'ONU a donné un ultimatum aux parties antagonistes, qui ont ainsi conclu le cessez-le-feu et le conflit militaire a pris fin.⁴¹ Simultanément à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, la résolution N°435 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur l'établissement de l'indépendance de la Namibie a pris effet aussi. Néanmoins, il y a eu encore quelques petits accrochages entre les groupes radicaux blancs et des milices libres noires uniquement, mais après la signature de l'accord de New York les deux parties étaient en mesure de contrôler leurs troupes régulières et de cette manière, on pouvait éviter les accrochages ultérieurs sérieux. Avec l'arrivée des observateurs de l'UNTAG, les réfugiés et les combattants pour la liberté désarmés ont pu rentrer chez eux. En quelques mois la Namibie est devenue un pays paisible. Selon les estimations sud-africaines, les combats ont duré 22 ans et ont fait quelques 12 mille victimes du côté de la SWAPO et 700 soldats tués du côté sud-africain.⁴²

L'action de maintien de paix UNTAG

Conformément à la résolution N° 632 de l'ONU, le 16 février 1989, l'UNTAG, Le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition a été mis en place pour aider le représentant spécial du Secrétaire général à assurer rapidement l'accession de la Namibie à l'indépendance grâce à l'organisation d'élections libres et régulières sous la surveillance et le contrôle des Nations Unies. La présence de la mission UNTAG avait assuré la répression des actes hostiles et le retrait des troupes d'occupation. En outre, l'abrogation de toutes lois discriminatoires, la libération des détenus politiques ainsi que la possibilité de rapatriement des réfugiés dans des conditions sûres et pasibles, conformément aux cadres juridiques internationaux.⁴³

A la fin du mois de février 1989, Dewan Prem Chand, général de division, chef du contingent militaire de l'UNTAG et son état-major sont arrivés à la capitale, Windhoek puis, peu après les premières formations du maintien de la paix.⁴⁴ La période transitoire avait commencé le 30 mars 1989. Le Canada avait déclaré ce même jour qu'il ouvre une représentation diplomatique dans le pays afin de pouvoir suivre la mise en oeuvre de l'indépendance du territoire. Le message a été communiqué par Joe Clark, Ministre des Affaires Etrangères du Canada, suite à sa rencontre à Ottawa avec Andimba Toivoja Toivo, Secrétaire Général de la SWAPO pour l'indépendance de la Namibie.⁴⁵

La mission de 8000 personnes de l'ONU avait pour objectif d'assurer le détachement de la Namibie de l'Afrique du Sud qui avait obtenu enfin son indépendance si longtemps attendue.⁴⁶ L'exécution du plan de règlement de l'ONU a commencé par le cessez-le-feu, puis elle a pris fin en avril 1990 avec la constitution d'un gouvernement indépendant et l'entrée en vigueur de l'indépendance formelle. Le programme comprenait entre autres l'annulation des lois de discrimination raciale avant la mi-mai 1989 et le rapatriement de quelques 41 000 réfugiés angolais et zambiens. Les élections parlementaires ont eu lieu le 1er novembre 1989.

L'opération UNTAG avait commencé officiellement le 1er avril 1989. Le mandat de l'UNTAG a été fixé par la résolution N° 435, dont l'exécution a été bloquée pendant des années par le gouvernement sud-africain. Le chef de mission était Martti Ahtisaari, de nationalité finlandaise, qui a été nommé à ce poste depuis 1978, mais n'est arrivé en Namibie que onze ans plus tard.⁴⁷ La résolution N° 435 n'a pas défini la date exacte du début d'action. Cependant, elle avait fixé la date d'achèvement pour un an à compter du début. L'UNTAG était une opération très étendue, qui avait exécuté sa tâche conformément aux principes définis dans le chapitre VI, des statuts de l'ONU.⁴⁸ L'UNTAG (Administration Transitoire des Nations Unies en Namibie) avait un mandat clairement défini sur la base de la résolution N° 435, renforcée par la résolution d'application N° 632 pour la surveillance des élections justes et libres et pour l'organisation de l'assemblée parlementaire.⁴⁹ Les agents de maintien de paix ont joué un rôle important dans le déroulement des élections justes et légales, dans le désarmement des parties antagonistes, dans la surveillance du retrait des troupes sud-africaines et dans l'assistance offerte au rapatriement des réfugiés.

La mission UNTAG était une opération nouvelle de l'ONU, car aucun Etat membre n'avait objection contre elle. Aux derniers jours de la guerre froide, un véritable ralliement international est né. Il y a eu quand même quelques disputes parce qu'ils ne pouvaient pas tomber d'accord concernant le budget. Alors il a fallu le réduire. Par rapport aux 700 millions de dollars qui étaient initialement prévus dans le budget, il avait approuvé finalement 416 millions de dollars pour l'opération.⁵⁰ Au cours des négociations, plusieurs pays africains et la SWAPO même ont craigné qu'avec un contingent faible de maintien de la paix et d'observateurs, l'Afrique du Sud manipulerait le processus du règlement. Cela n'est pas arrivé car tout le monde avait respecté le résultat des élections.

Dans la mission, des soldats et des policiers étaient en service mixte commandé. La tâche des soldats était le désarmement des forces armées sud-africaines et des unités de la SWAPO, le contrôle du retrait des troupes sud-africaines du territoire de la Namibie en outre la démobilisation des unités namibiennes régulières et régionales qui se sont battues contre la SWAPO. Jusqu'au mois d'avril 1989, les agents de maintien de paix ont désarmé près de 30.000 troupes ne faisant pas partie de la SWAPO, dont la moitié était seulement l'effectif des troupes pouvant être renvoyée en Afrique du Sud. Entre temps le désarmement des forces armées sud-africaines se poursuivait selon le plan préliminaire. En conséquence, au mois de novembre 1989, tous les soldats appartenant à la force de défense nationale sud-africaine (SANDF) ont quitté la Namibie.⁵¹ Le retrait des armements lourds se déroulait en trois mois. Ces armes ont été transportées en Afrique du Sud en présence des observateurs de l'UNTAG. La collecte des armes légères avait posé plus de problèmes, et un stock important resta chez la population, mais une quantité considérable était hors d'usage quand même.⁵²

Le pouvoir de la mission s'étendait sur les tâches civiles et policières également. En réalité les policiers au service de l'ONU n'ont pas reçu de mandat pour l'accomplissement des tâches policières directes, mais ils ont fait plutôt la surveillance des forces policières locales. La police était chargée de surveiller la police locale et les forces de sécurité afin qu'elles ne viennent pas perturber le déroulement du scrutin en intimidant la population ou en commettant des violations des droits humains à son encontre. Elle était également tenue de participer au maintien de l'ordre dans le pays. L'observateur a joué un rôle déterminant pour que les gens se sentent libres et en même temps il rend la présence de l'ONU évidente en Namibie. Quoiqu'au début, les acteurs namibiens, surtout la SWAPO avaient fortement critiqué l'activité de l'UNTAG, la mission était accomplie avec succès.⁵³ Après quelques mois difficiles, ils ont obtenu l'aide convenable des acteurs locaux. A la fin, l'UNTAG avait réalisé son objectif, à savoir de rendre la souveraineté au peuple namibien, car à la fin de la mission, les cadres d'une vie indépendante et libre ont été établis pour les namibiens. Puisque la résolution N°435 a précisé la date finale de la mission et après un an le mandat de l'UNTAG avait expiré. Suite à l'expiration de la date de la mission, plusieurs centaines d'agents de l'UNTAG sont restés dans le pays comme conseillers, par exemple en tant qu'instructeurs au sein de l'effectif de la police namibienne, mais le rôle précédent de l'ONU a cessé au moment de la naissance de l'indépendance de la Namibie. La Namibie a eu enfin officiellement aussi son indépendance le 21 mars 1990 et le 23 avril de cette même année elle a été admise à l'ONU.⁵⁴

L'activité du contingent policier hongrois⁵⁵

A la fin de 1988, le gouvernement hongrois a reçu la demande de Perez de Cuelar, ex Secrétaire Général de l'ONU, afin d'envoyer des soldats et des policiers hongrois dans la mission UNTAG namibienne. Pour certaines raisons le gouvernement n'avait autorisé que l'envoi des policiers. Le Ministère de l'Intérieur n'avait trouvé cependant que 3 officiers de police maîtrisant l'anglais. Alors il a fallu utiliser les services de 22 personnes du service de sécurité de l'état et du service des affaires étrangères. Le commandant du contingent était Tamás Gáspár (lieutenant colonel), ambassadeur, directeur du département africain du Ministère des Affaires Etrangères et son adjoint, Győző Somogyi, lieutenant-colonel de police. Les policiers avaient pour tâche la préparation technique des officiers des affaires étrangères et de la sûreté de l'état, car ils n'étaient pas formés pour l'accomplissement des activités classiques policières (vérification d'identité, fixation de piste, etc.). Néanmoins leur connaissance des langues des collègues des affaires étrangères et leurs expériences diplomatiques précédentes ont représenté un avantage par la suite. La formation de base a été organisée pour eux à l'Ecole Supérieure des Officiers de Police. Mais leur enseignement par les policiers se poursuivait systématiquement tout au long de la mission. L'entraînement était très soigneux et les envoyés ont été vaccinés contre toutes les maladies tropicales connues. Contrairement aux missions ultérieures, les agents partant pour la Namibie ont reçu un équipement approprié, presque parfait par rapport à ceux des policiers de notre pays. Leurs équipements étaient mixtes, c'est-à-dire des équipements militaires et équipements policiers. En effet, ils ne portaient pas l'uniforme de service gris des policiers, mais une variante en couleur verte, qui à l'exception de la période hivernale allait très bien. Etant donné que la gouvernance politique de l'époque souhaitait sortir de l'isolement international, ils ont pris au sérieux la participation à la mission en leur donnant les meilleurs équipements possibles. Le groupe est parti le 23 avril 1989, d'abord à Vienne, puis avec les gendarmes autrichiens, ils ont continué leur voyage au Caire, où d'autres policiers de différentes nationalités se sont joints à eux pour continuer ensemble jusqu'à Windhoek en passant par Nairobi. Ils étaient accueillis par les dirigeants de la mission de l'ONU. Ensuite, une préparation d'une semaine organisée par l'Organisme Mondial avait commencé, durant laquelle ils ont passé avec succès un examen.

La direction de la mission était répartie en trois groupes: le contingent de policier hongrois dont 13 personnes sont allées au Nord à Opuwoba sous le commandement de Zsolt Varsányi, l'autre groupe est resté dans la Région Centrale à Windhoek, le troisième était en service à Keetmanshoop. En raison de leur formation technique, les groupes ont été dirigés par les policiers, bien que le groupe installé à la capitale se soit vite désintégré, car leur chef, László Temesi a été affecté au commandement de la mission, alors ses subordonnés ont été intégrés dans différents camps. Tamás Pál est devenu directeur technique du groupe du Sud, quoique officiellement il soit dirigé par Tamás Gáspár qui est devenu peu après commandant de la région du Sud entière. C'est lui qui avait déménagé le haut commandement de police de la mission à Windhoek, dans l'immeuble de Troskie Building, puis après l'expiration de son mandat de commandant de secteur, il a été

élu président de la commission d'enquête de l'UNTAG. Un autre hongrois était en service avec lui au poste logistique sur le haut commandement. Les autres étaient en service dans différents commissariats de police et postes d'observation.

La tâche des policiers hongrois consistait à contrôler l'activité de Koevoe créé par la SWAPO. La Police de l'Afrique du Sud utilisée pour combattre les guérillas et qui était une sorte de gendarmerie, mais plutôt avec un organisme militaire. Alors ils sont allés ensemble en patrouille, en service, le plus souvent avec des véhicules tout terrain, mais parfois avec des hélicoptères. Durant les patrouilles, ils ont surveillé systématiquement que la population ne puisse pas être intimidée, ils ont assuré les différentes réunions politiques et la liberté d'expression des gens. Les hongrois étaient célèbres dans la mission de leur connaissance des langues. Par exemple, les 13 policiers hongrois en service à Opuwoont parlent 13 langues différentes, le russe, le turc, le persan, le français, l'allemand, l'espagnol, le finlandais etc. Mais, tout le monde parlait l'anglais. Il est arrivé une fois que le commandant du groupe était aux écoutes de la conversation de deux policiers allemands qui ont dit avec étonnement: mon vieux, ce ne sont sûrement pas des policiers, parce qu'ils ne maîtrisent pas autant de langues. Un tel niveau de connaissance des langues pourtant ne caractérise pas les policiers des Etats occidentaux non plus mais il faut savoir que la majeure partie du contingent hongrois est venue du service des affaires étrangères.

En comparaison avec ceux des autres nations, les policiers hongrois étaient surqualifiés, car notre niveau d'enseignement par rapport au système occidental peut être qualifié presque d'académique. En effet, chez nous on ne forme pas des policiers judiciaires, des policiers de la protection de l'ordre public, mais des policiers au savoir-faire général qui sont appelés à apprendre toutes les matières et branches du métier. Ce n'est pas une pratique répandue partout, car ailleurs un policier ordinaire n'apprend pas l'enquête judiciaire. Alors dans la mission, cet arrière-plan s'est vite dévoilé, car les policiers ont fait des états des lieux, des enquêtes, des investigations, que les autres policiers n'ont fait que séparément. Ce n'était pas toujours un avantage, mais le travail du contingent hongrois a été reconnu par la direction de la mission aussi bien que par les collègues étrangers. Etant donné qu'ils sont rentrés de la mission après le changement de régime ayant eu lieu entretemps en Hongrie, nombre d'entre eux ont été licenciés ou mises à la retraite. Malheureusement la mission et le travail accomplis n'ont pas été appréciés à leur juste valeur. Pourtant, c'était la première mission africaine de la République de Hongrie, accomplie avec succès.

¹ E. Ike Udogu: *Liberating Namibia: The Long Diplomatic Struggle Between the United Nations and South Africa*, p. 17-18

² Les pays suivants ont assisté à la conférence: Allemagne, France, Grande-Bretagne, Monarchie Austro-Hongroise, Italie, Russie, Belgique, Hollande, Portugal, Espagne, Danemark, Suède, Turquie et les Etats Unis.

³ Szabó, Loránd: *La division de l'Afrique? La conférence du Congo à Berlin en 1884-1885*. In: Szabó, Loránd – Ölbei, Tamás – Wilhelm, Zoltán (rédacteur): *Pays métropolitains et leurs (anciennes) colonies 1*, PTE Equipe de travail Afrique-Amérique-Asie Universitas, Pécs, 2002, pp. 85-92

⁴ South West Africa People's Organization

⁵ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: *Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005*, p. 32

- ⁶ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005, p. 15
- ⁷ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/wa.html> (date du téléchargement: 07.01.2012.)
- ⁸ Vous trouverez des informations plus amples sur le pays en hongrois dans le livre: Dóra Kovács M.: Az én Namibiám. /Ma Namibie/- M-Invest 2000, Budapest, 2005..
- ⁹ <http://www.sociolingo.com/2009/11/namibia-multilingualism-and-the-language-policy-for-schools/> (date du téléchargement : 07. 0. 2011.)
- ¹⁰ http://www.ethnologue.com/show_country.asp?name=NA (date du téléchargement: 07.01. 2011.)
- ¹¹ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005, p. 53-56
- ¹² <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/wa.html> (date du téléchargement: 07.01.2012.), et <http://www.everyculture.com/Ma-Ni/Namibia.html> (date du téléchargement: 07.01.2012.)
- ¹³ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005, p. 83-87
- ¹⁴ <http://www.hsf.org.na/download/EconomicRevJan10.pdf> (date du téléchargement: 08.01.2011.)
- ¹⁵ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005, p. 31
- ¹⁶ Dierks, Klaus: Chronology of Namibian History. From Pre-historical Times to Independent Namibia (Décembre 2000). 2005. - <http://www.klausdierks.com/Chronology/75.htm> (date du téléchargement: 22.12.2011.)
- ¹⁷ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 37
- ¹⁸ <http://www.klausdierks.com/Chronology/94.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ¹⁹ E. Ike Udogu: Liberating Namibia: The Long Diplomatic Struggle Between the United Nations and South Africa, p. 44
- ²⁰ <http://www.klausdierks.com/Chronology/96.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ²¹ <http://www.klausdierks.com/Chronology/97.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ²² Ces personnes étaient : Michael Scott, Mburumba Kerina, Jariretundu Kozonguizi, Hans Beukes, Markus Kooper, Sam Nujoma, Ismael Fortune, Jacob Kuhangua et Hosea Kutako.
- ²³ L'un des prédecesseurs du SWAPO était l'OPO (Ovambo People's Organisation), qui ne représentait cependant que l'ethnie ovambo. - Lauren Dobell: Swapo's struggle for Namibia, 1960-1991: war by other means, p. 27-32, en outre Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 38-39
- ²⁴ <http://www.klausdierks.com/Chronology/102.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ²⁵ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 38
- ²⁶ Bür, Gábor: L'apartheid en Afrique du Sud. In: Rubicon Online 2008/9. http://www.rubicon.hu/magyar/oldalak/az_apartheid_del_afrikaban/ (date du téléchargement: 22.12.2011.)
- ²⁷ Report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations/Communities: Mission to the Republic of Namibia, July-August 2005, p. 32
- ²⁸ Lauren Dobell: Swapo's struggle for Namibia, 1960-1991: war by other means, p. 35-37
- ²⁹ <http://www.klausdierks.com/Chronology/110.htm> (date du téléchargement: 22.12.2011.)
- ³⁰ <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/untagFT.htm> (date du téléchargement: 22.12.2011.)
- ³¹ <http://www.icj-cij.org/docket/files/53/9361.pdf> (date du téléchargement: 21.12. 2011.)
- ³² Lauren Dobell: Swapo's struggle for Namibia, 1960-1991: war by other means, p. 40-41
- ³³ <http://www.klausdierks.com/Chronology/117.htm> (date du téléchargement: 22.12.2011.)
- ³⁴ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 39-40 et 45-46
- ³⁵ Hartmann, Christof: Democracy as a Fortuitous By-product of Independence, UN Intervention and Democratization in Namibia. In: Taiwan Journal of Democracy, 2009 Volume 5, No.1. pp. 27-50 <http://www.tfd.org.tw/docs/dj0501/027-050-Christof%20Hartmann.pdf> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ³⁶ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 41-42
- ³⁷ <http://www.klausdierks.com/Chronology/121.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ³⁸ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 49-52
- ³⁹ <http://www.tfd.org.tw/docs/dj0501/027-050-Christof%20Hartmann.pdf> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ⁴⁰ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 44-45
- ⁴¹ E. Ike Udogu: Liberating Namibia: The Long Diplomatic Struggle Between the United Nations and South Africa, p. 172-174
- ⁴² <http://trendszervaltasi.mti.hu/Pages/News.aspx?date=19890330&ni=134247&ty=1> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ⁴³ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 62
- ⁴⁴ <http://www.klausdierks.com/Chronology/131.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ⁴⁵ <http://trendszervaltasi.mti.hu/Pages/News.aspx?date=19890330&ni=134247&ty=1> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)
- ⁴⁶ Dans la mission 4500 soldats, 1750 policiers et un effectif civil de 1800 personnes ont fait un service actif.

⁴⁷ <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/untagFT.htm> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)

⁴⁸ UN SC Resolution 435

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/368/80/IMG/NR036880.pdf?OpenElement> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)

⁴⁹ UN SC Resolution 632

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/557/69/IMG/NR055769.pdf?OpenElement> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)

⁵⁰ <http://www.tfd.org.tw/docs/dj0501/027-050-Christof%20Hartmann.pdf> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)

⁵¹ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 117

⁵² <http://www.tfd.org.tw/docs/dj0501/027-050-Christof%20Hartmann.pdf> (date du téléchargement: 22.12. 2011.)

⁵³ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 32

⁵⁴ Roger Hearn: UN peacekeeping in action: the Namibian experience, p. 201

⁵⁵ Ce chapitre est basé sur l'interview réalisé le 17. décembre 2011. avec le colonel Zsolt Varsányi.